

SCI 2C2S
au capital de 1000 Euros
Siège social : 125, Chemin de Saint Guilhem
84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE

Les soussignés :

- Madame Charlotte Marie Edwige STANEK, née le 24 Juillet 1998 à Pointe à Pitre (971), célibataire, de nationalité française et demeurant 125, chemin de St Guilhem 84470 Chateaufneuf de Gadagne
- Madame Salomé, Michèle, Aimé STANEK, née le 15 Janvier 2004 à AVIGNON (84), célibataire, de nationalité française et demeurant 125, chemin de St Guilhem 84470 Chateaufneuf de Gadagne
- Madame Céline, Marie, Anne DEROUdilHE, épouse STANEK, née le 18 Février 1970 à Epinal (88), Mariée à M. STANEK Laurent le 15 Juillet 2015 à Chateaufneuf de Gadagne après qu'un contrat ait été reçu par Me MEYER, notaire à Rochefort du Gard (30) le 2/07/2015, de nationalité française et demeurant 125, chemin de Saint Guilhem 84470 Chateaufneuf de Gadagne
- Monsieur Laurent STANEK, né le 3 juillet 1970 à THIONVILLE (57), Marié à Mme Céline DEROUdilHE le 15 Juillet 2015 à Chateaufneuf de Gadagne, après qu'un contrat ait été reçu par Me MEYER, notaire à Rochefort du Gard (30) le 2/07/2015, de nationalité française et demeurant 125, chemin de Saint Guilhem 84470 Chateaufneuf de Gadagne

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société Civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées à la constitution et au cours de la vie sociale.

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

Article 1 **Forme**

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Civile régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code Civil, du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 et par toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille manière ainsi que par les présents statuts.

Article 2 **Objet**

La société a pour objet :

- L'achat, l'aménagement, la construction, l'administration, la vente à titre exceptionnel, ou la location de tout bien immobilier, bâti ou non, ou de tout bien de même nature.
- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en favoriser le développement ou la réalisation.

Article 3 **Dénomination Sociale**

La dénomination sociale est : SCI 2C2S.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit, si elle ne les contient pas, être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Civile Immobilière » suivis de l'indication du capital social, en vertu des dispositions de l'article 32 du décret du 3 juillet 1978 précité.

LS G CS

La société indiquera sur ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires ainsi que sur toutes correspondances et tous récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, son numéro d'identification accompagné de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée, conformément aux dispositions de l'article R.123-237 du Code de Commerce

Elle doit être précédée ou suivie des mots « Société Civile Immobilière » ou des initiales « S.C.I. » et suivie de l'indication du capital social.

Article 4 Durée de la Société

La société est constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 5 Siège Social

Le siège social de la société est fixé à : 125, chemin de Saint Guilhem 84470 Chateauneuf de Gadagne.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple décision de la Gérance et partout ailleurs sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Article 6 Apports – Formation du Capital

Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de 1000 euros.

- Par Charlotte STANEK
la somme de.....250 euro.
- Par Salomé STANEK
la somme de.....250 euro.
- Par Céline DEROUdilHE
la somme de.....250 euro.
- Par Laurent STANEK
la somme de.....250 euros.

Total des apports en numéraire effectués.....1000 euros.

Article 7 Capital Social – Parts sociales

Le capital social est fixé **1000 euros**.

- Il est divisé en 1000 (**mille**) **parts sociales** de **UN EURO (1,00 euro)** chacune.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

LS G
 CS CS

Les parts sont numérotées, attribuées et réparties comme suit :

- Mme Charlotte STANEK
à concurrence de 250 (**deux cent cinquante**) parts sociales, numérotée 1 à 250
- Mme Salomé STANEK
à concurrence de 250 (**deux cent cinquante**) parts sociales, numérotée 251 à 500
- Mme Céline DEROUdilHE
à concurrence de 250 (**deux cent cinquante**) parts sociales, numérotée 501 à 750
- M. Laurent STANEK
à concurrence de 250 (**Deux cent cinquante**) parts sociales, numérotées de 751 à 1000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1000 (**mille**) parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par lui, puis réparties comme indiqué ci-dessus.

Les associés déclarent que les sommes correspondantes seront versées dans la caisse sociale, matérialisée par tout compte bancaire ouvert au nom de la SCI, à la première demande du Gérant.

Article 8 **Augmentation et Réduction du Capital**

1. Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par élévation du montant nominal des parts existantes, soit en représentation d'apports en nature ou en espèce ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

2. Il peut aussi, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de remboursement ou du rachat des parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts d'un montant équivalent ou moindre, ayant ou non la même valeur nominale.

Article 9 **Compte Courant**

Tout associé, en accord avec la Gérance, peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt et de retraits sont fixées en accord avec la Gérance.

Article 10 **Titre d'Associé – Droits et Obligations – Responsabilités**

1. Le titre et les droits de chaque associé résultent des présents statuts, des modifications qui leurs seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts régulièrement consenties.

Toutefois, des certificats représentatifs de leurs parts peuvent être remis aux associés. Ils sont établis au nom de chaque associé pour le total des parts détenues par lui, et portent la signature du Gérant. Ils sont intitulés « certificat représentatif de parts » et sont barrés de la mention « non négociable ». Ils doivent être restitués à la société pour être annulés après chaque modification des droits et de leurs titulaires.

2. A chaque part sociale sont rattachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à la proportion de ses parts sociales.

3. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

LS

CS



4. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés. La même interdiction existera pour les créanciers personnels des associés.

5. Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier. Il est le seul à posséder la qualité d'associé. Le nu-proprétaire participe aux décisions collectives mais ne vote pas car il n'a pas la qualité d'associé.

6. Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, la qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises par l'époux qui en a fait l'apport ou l'acquisition. Les conjoints des associés n'ayant pas notifié expressément leur intention d'être associés à la présente SCI renoncent implicitement à leur qualité d'associés.

Article 11 **Forme et Publicité des cessions des parts sociales**

La cession des parts doit être constatée par écrit.

Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et de sa publicité qui accomplit par dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il est notarié, ou de deux originaux, s'il est sous seing privé.

Article 12 **Transmission des parts – Agrément**

1 – Cession entre vifs

Les parts sociales sont librement cessibles à titre onéreux ou à titre gratuit entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes, notamment le conjoint, un ascendant ou un descendant du cédant qu'avec le consentement d'un ou plusieurs associés représentant les trois quarts du capital social. Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés.

La Gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur le projet selon les formes prévues à l'article 16.

LS
CS



Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréée à la majorité des associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire, entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé au comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par les associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet de la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2 – Nantissement et cession forcée de parts sociales

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par cet acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Ce nantissement donne lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur qui déterminent le rang des créanciers nantis.

Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1, ci-dessus, que leur agrément à une cession de parts.

La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans un délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande ; le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés de la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

CS CS CS CS

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3 – Transmission par décès

Les parts sociales sont transmises librement par succession selon les règles de la dévolution successorale prévues par le code civil. Le conjoint survivant, par conjoint on entend le conjoint marié ou lié par un pacte civil de solidarité à l'exclusion de toute autre forme d'union, de l'associé prédécédé, est prioritaire dans l'attribution de l'usufruit des parts sociales.

Tout autre héritier ou ayant droit ne devient associé que s'il a reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants et, le cas échéant, des héritiers non soumis à l'agrément. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient également associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à l'agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la Gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire, au moins, n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seul la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 10, paragraphe 5.

Tout acte est valablement notifié à la société par le co-partageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention expresse entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu du siège pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont indivis, la société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions du paragraphe 1 du présent article concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet entre vifs sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la société, sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis, à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

Article 13 Incapacité – Retrait

L'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire, ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses membres ne mettra pas fin à la société et, à moins que l'Assemblée Générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continuera entre les autres associés ; à la charge par eux de rembourser l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle, ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en société de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'ils pourraient alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil.

CS
S
S
CS

Le montant du remboursement sera payable dans les six mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêt au taux légal à compter du jour de l'évènement ayant donné lieu au droit de rachat.

Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses co-associés ou décision de justice pour justes motifs.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses droits sociaux déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 14 Réunion des parts en une seule main

1. La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans un délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci.

Une décision de justice rejette l'opposition, ordonne, soit le remboursement des créances soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est pas réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

2. L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à la même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 15 Administration de la Société

1. La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par la décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

2. Le ou les gérants de la société sont nommés par décision des associés.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la société, la décision qui la nomme indique le nom des représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

3. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet. S'il y a plusieurs gérants, chacun d'eux exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Ils pourront notamment :

- acquérir ou céder tous immeubles et en faire tous échanges ;
- acquérir et céder toutes mitoyennetés, stipuler et accepter toutes servitudes, tous contrats de cour et d'hébergement communs ;
- contracter tous emprunts ;
- conférer sur les biens sociaux toutes garanties mobilières, immobilières ou autres, notamment toutes hypothèques.

4. Les fonctions de gérant cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire de ses biens, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.

LS § CS §

5. Le ou les gérants peuvent résilier leurs fonctions à charge de prévenir les associés un mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

6. Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Au cas où l'un des gérants, quand il en existe plusieurs, viendrait à cesser ses fonctions, la société sera administrée par le ou les gérants restés en fonction jusqu'à ce qu'il soit décidé par l'Assemblée Générale ou par les associés du remplacement ou non du gérant dont les fonctions auront cessé.

Au cas où la gérance deviendrait vacante, notamment en cas de décès, de démission ou de révocation, il serait procédé à la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants par une Assemblée Générale des associés convoquée dans un délai de deux mois à compter de la vacance par l'associé le plus diligent.

7. Conformément au point 15-2, les associés décident de nommer gérant :

M. Laurent STANEK

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES – FORMES ET MODALITES

Article 16 Convocation et Tenue des Assemblées Générales

1. L'Assemblée Générale représente l'intégralité des associés ; ses décisions obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

2. Les Assemblées Générales peuvent être convoquées par la Gérance à toute époque, lorsqu'elle le juge utile ou sur demande qui lui en est adressée par un ou plusieurs associés représentant le tiers au moins du capital social.

Les convocations pour l'Assemblée Générale peuvent être convoquées par la Gérance par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance à chacun des associés, au dernier domicile connu et indiquant l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il en est proposé, devant être mentionnées explicitement. Au cas où tous les associés seraient présents ou représentés, ladite convocation pourrait être faite verbalement et sans délai.

La Gérance est tenue de faire figurer à l'ordre du jour les résolutions proposées par un ou plusieurs, associés représentant au moins le tiers du capital social et qui lui ont été communiquées un mois au moins avant la tenue de la réunion.

Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter par un autre associé.

3. L'assemblée est présidée par le gérant, assisté d'une secrétaire désignée par l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président.

4. Il est tenu une feuille de présence, signée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président.

5. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur le registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par la Gérance.

6. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte notarié ou sous seing, ce qui dispense de la réunion d'une assemblée.

7. En outre, la Gérance peut consulter les associés par correspondance et les appeler, en dehors de toute réunion, à formuler une décision collective par écrit.

Afin de provoquer ce vote, elle adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées par elle en y ajoutant, s'il y a lieu, tous les renseignements et explications utiles. Les associés ont un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de cette lettre, pour faire parvenir par écrit leur vote de gérance.

LS

CS

S

S

La Gérance a le droit de s'abstenir de tenir compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai. En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard, de même que l'associé qui n'aurait pas répondu, sera considéré comme s'étant abstenu de voter.

En cas de vote par écrit, la Gérance, ou toute personne déléguée par elle, rédige le procès-verbal de la consultation auquel les votes sont annexés.

Ces décisions collectives, ordinaires ou extraordinaires, par consultation écrite, doivent, pour être valables, réunir, selon l'ordre du jour de la consultation, les conditions de quorum et de majorité définies ci-après pour les Assemblées Générales.

Article 17 Assemblée Générale Ordinaire

1. L'Assemblée Générale est réunie obligatoirement au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte-rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé.

Elle statue sur cette reddition de compte, discute, approuve les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

2. Elle nomme, remplace ou réélit les gérants. Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale.

Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire doivent, pour être valables, être arrêtées par un, ou plusieurs, associé représentant plus de la majorité du capital social.

Article 18 Assemblée Générale Extraordinaire

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utile, sans exception ni réserve. Elle peut, notamment, étendre, restreindre ou modifier l'objet de la société, modifier la répartition des bénéfices, décider l'augmentation ou la réduction du capital social, la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sa fusion avec d'autres sociétés, sa scission, sa transformation en société de toute autre forme, notamment en Société Anonyme ou à Responsabilité Limitée.

Si la transformation doit être une aggravation de la responsabilité des associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée sans le consentement de ces associés. Il est de même en cas de fusion ou de scission de la société.

2. Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent être prises par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – AFFECTATION DES RESULTATS REPARTITION DES BENEFICES

Article 19 Exercice Social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date de constitution de la société et le 31 décembre 2024.

CS
LS



Article 20 Comptes Sociaux

1. Il sera tenu au siège une comptabilité régulière.

2. En outre, à la fin de chaque exercice social, il sera adressé par la gérance un inventaire des éléments d'actifs et de passifs de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Ces documents, accompagnés d'un rapport de gérance, devront être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Article 21 Affectation et Répartition des Bénéfices

Les bénéfices nets de la société sont déterminés pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous les amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont à la disposition des associés et répartis à proportion du nombre de parts de chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la Gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve, avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau.

Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes sur les réserves dont ils ont disposition.

TITRE VI

DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATION

Article 22 Liquidation - Partage

1. Hormis les cas de fusion ou de scission, la dissolution de la société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la distribution de la société, la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés au tiers, notamment sur toutes les lettres, factures, annonces et publications diverses.

2. La dissolution met fin aux fonctions des gérants.

L'Assemblée Générale Extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

3. Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée Générale, régulièrement constitués, se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'Assemblée Générale a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

4. Après paiement des dettes et du remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande et à charge de la soule s'il y a lieu à l'associé qui en fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certain d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont régis à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

CS
CS
CS

Article 23 Contestation

En cours de vie sociale, comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance du siège social.

TITRE VII

PERSONNALITES MORALES – FORMALITES CONSTITUTIVES

**Article 24 Jouissance de la Personne Morale
Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés**

1. La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

2. Les associés seront alors tenus des obligations nées des actes ainsi accomplis sans solidarité et ce jusqu'à l'immatriculation de la société.

Par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte.

3. La Gérance est habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant statutairement dans ses pouvoirs.

Ces actes et engagements seront repris par la société et réputés avoir été faits et souscrits par elle dès l'origine, après leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut d'une décision spéciale, l'approbation des comptes du premier exercice social emportera cette reprise.

CS CS S
CS S

Article 25 Publicité – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à la Gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

Tous pouvoirs lui sont également donnés pour procéder à l'acquisition, dans un ensemble immobilier situé 21, rue de la république 84130 Le PONTET, la nue propriété des lots numérotés 25/57/90, composé d'un bureau, d'un garage boxé et d'un garage non boxé.

La nue propriété de cet ensemble immobilier est valorisé 42906 € et financé par un apport des associés en compte courant.

Fait à Gadagne, le 10/04/2024
En autant d'originaux que prévue par la loi

Charlotte STANEK



Salomé STANEK



Céline DEROUDILHE



Laurent STANEK



*Fait par le gérant de
l'association de gérance.*

ANNEXE

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS**

NEANT

CS

CS

§

§

